



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

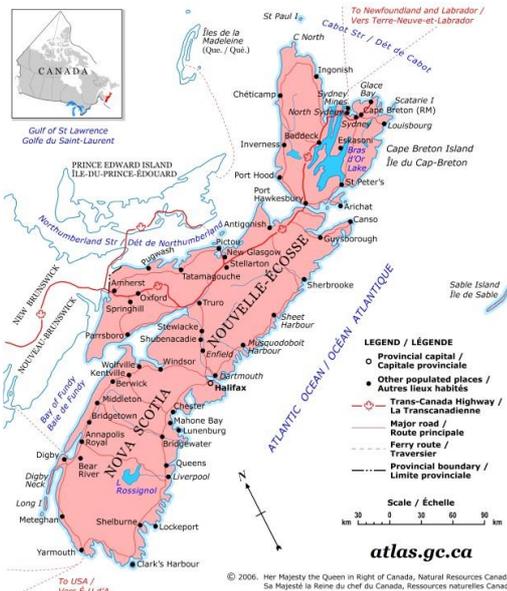


ÉCONOMIE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE MONTRÉAL

Mai 2022



En bref

Avec 2,5 % de la population canadienne et 2,0 % du PIB national en 2021, la Nouvelle-Écosse est la province la plus peuplée du Canada Atlantique. Cette péninsule est dotée d'un long littoral découpé qui a permis l'implantation de nombreux ports de pêche et de marchandises, dont le plus important est le port d'Halifax.

L'océan joue un rôle économique très important pour la province qui accueille une des 5 « supergrappes » d'innovation du Canada : la « supergrappe » de l'économie océanique.

Même si la présence française est discrète en Nouvelle-Écosse, le groupe Michelin a une empreinte industrielle importante et constitue le 1^{er} employeur privé de la province.

Chiffres clés

- **Superficie** : 9 984 670 km²
- **Population (T1 2022)** : 38 526 760 habitants
- **Densité de population** : 3,8 hab. /km²
- **PIB nominal (2020)** : 2 206 Md CAD
- **PIB/hab. (2020)** : 58 016 CAD
- **Taux de chômage (mars 2022)** : 5,3 %
- **Solde budgétaire fédéral (2022-2023)** : - 52,8 Md CAD (-2% du PIB)
- **Dette nette fédérale (mars 2022)** : 1 161 Md CAD (46,5 % PIB)
- **Exportations internationales de biens (2021)** : 631 Md CAD
- **Importations internationales de biens (2021)** : 614 Md CAD
- **Balance commerciale (2021)** : + 17,5 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2021 (biens)** : États-Unis (62,2 %) ; Chine (9,2 %) ; Mexique (3,3 %) ; Japon (2,4 %) ; Allemagne (2,1 %)
- **Échanges de biens France – Canada (2021)** : 11,1 Md CAD

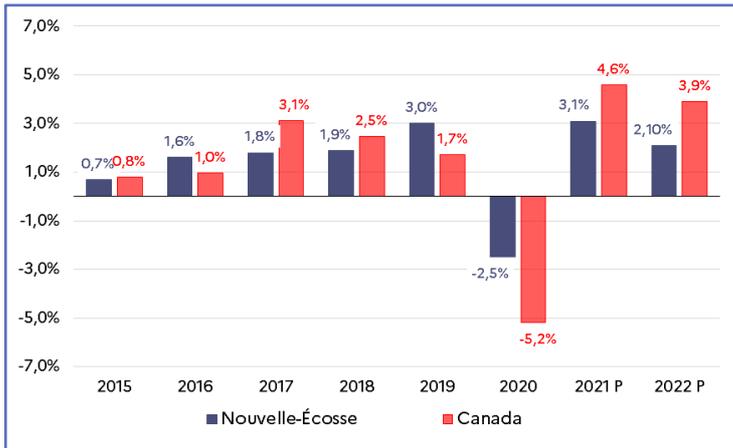


- **Superficie** : 55 283 km²
- **Population (T1 2022)** : 1 002 586 habitants
- **Densité de population** : 17,5 hab. /km²
- **PIB nominal (2020)** : 46,8 Md CAD
- **PIB/hab. (2020)** : 47 713 CAD
- **Taux de chômage (mars 2022)** : 6,5 %
- **Solde budgétaire (2022-2023)** : - 506,2 M CAD (-1 % du PIB)
- **Dette nette (mars 2022)** : 17,0 Md CAD (33,5 % du PIB)
- **Exportations internationales de biens (2021)** : 6,3 Md CAD
- **Importations internationales de biens (2021)** : 9,3 Md CAD
- **Balance commerciale (2021)** : - 3,0 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2021 (biens)** : États-Unis (29,3 %) ; Allemagne (15,3 %) ; Belgique (8,1 %) ; Chine (7,2 %) ; Royaume-Uni (6,0 %)
- **Échanges France – Nouvelle-Ecosse (2021)** : 274 M CAD



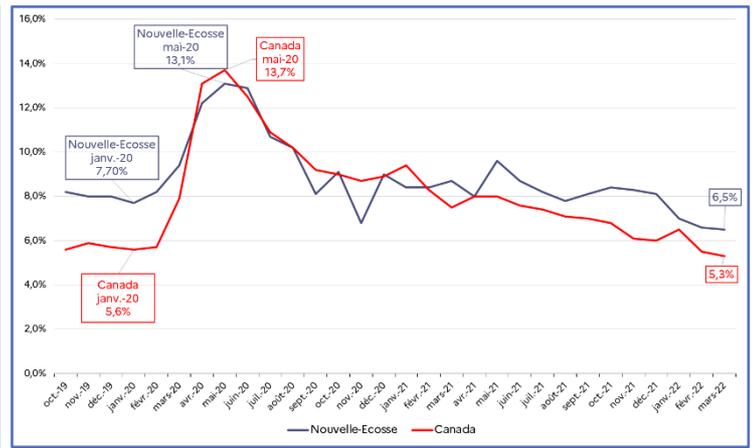
Principaux indicateurs économiques

Taux de croissance du PIB



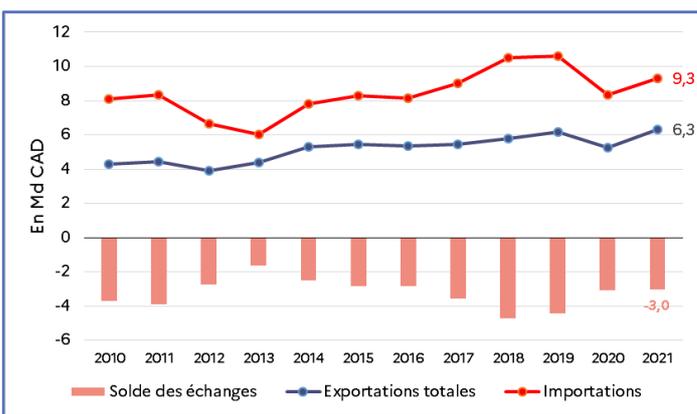
Source : Statistique Canada

Evolution du taux de chômage



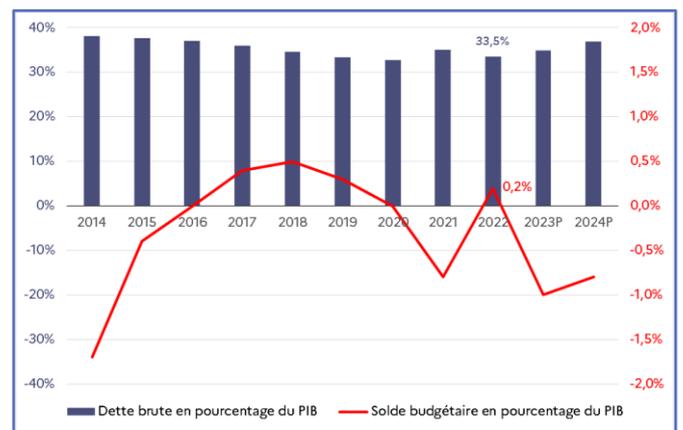
Source : Statistique Canada

Commerce international de biens



Source : Statistique Canada

Dettes et solde budgétaire



Source : Budget Nouvelle-Écosse 2022-2023, TD Economics

Présentation générale

Avec 969 383 habitants recensés en 2021, la Nouvelle-Écosse représente environ 2,5 % de l'ensemble de la population canadienne, répartie sur 55 283 km² (soit l'équivalent du Danemark). C'est la province la plus peuplée du Canada atlantique. Cette péninsule est dotée d'un long littoral découpé qui a permis l'implantation de nombreux ports de pêche et de marchandises, dont le plus important est le port d'Halifax : le volume de son trafic était de 4,9 MT en 2021. Il emploie directement ou indirectement plus de 13 600 personnes et son impact économique représente 2,5 Md CAD (1,7 Md €) / an. Halifax est également la capitale provinciale et concentre dans sa région plus de 43 % de la population. La deuxième grande ville de la Nouvelle-Écosse est Sydney, sur l'île de Cap Breton.

La région est très majoritairement anglophone, le français n'étant la langue maternelle que pour 3,7 % des habitants (Acadiens vivant principalement sur la côte sud-ouest/Baie de Fundy mais aussi à Halifax).

Le premier ministre Tim Houston, du Parti progressiste-conservateur de Nouvelle-Écosse, a pris ses fonctions le 31 août 2021.

LE CHIFFRE À RETENIR

2,5 %

Part de la population canadienne

Perspectives économiques

La pandémie met fin à plusieurs années de croissance

En 2019, la Nouvelle-Ecosse a connu une forte croissance économique, avec une hausse du PIB réel de 2,4 %. La province profitait d'une forte croissance démographique et de la bonne santé du marché du travail poussé par la consommation et les investissements immobiliers.

À la sortie de la pandémie, la situation économique était relativement bonne en comparaison avec les autres provinces canadiennes, la province a enregistré la deuxième baisse la plus faible du PIB réel des provinces canadiennes (-2,5 %). Malgré cela, la faiblesse de la consommation des ménages (notamment pour les services) et la baisse des activités de commerce et d'investissement n'ont pu être que partiellement compensées par l'augmentation des dépenses du gouvernement et les aides aux ménages. Pour l'année 2021, la croissance du PIB s'élève à 3,1 %, ce qui a suffi à éliminer la perte de production enregistrée pour l'année 2020.

Les variations de l'emploi ont été extrêmes en 2020 avec un taux de chômage record à 13,5 % en mai 2020. Cependant, parmi les provinces canadiennes, c'est en Nouvelle-Ecosse que le rebond de l'emploi est le plus fort en 2021. L'emploi a également dépassé le niveau d'avant-crise (taux supérieur de 2,1 % par rapport au niveau de 2019), le taux de chômage (6,6 %) en 2021 étant le deuxième taux le plus faible jamais enregistré dans la province. Le gouvernement prévoit une croissance du PIB de 2,1 % en 2022. La reprise de l'immigration étrangère et l'augmentation des objectifs fédéraux devraient être favorables à la Nouvelle-Ecosse. Avec l'ambition de devenir la première province canadienne à atteindre la carboneutralité, la Nouvelle-Écosse veut faire de la transition écologique un vecteur de croissance. La province a déjà réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 26 % par rapport à 2005 et a pour objectif une baisse de 53 % d'ici 2030.

LE CHIFFRE À RETENIR

+3,1 %

Croissance du PIB réel en 2021

Finances publiques

La Nouvelle-Écosse a abordé la pandémie dans une situation budgétaire relativement favorable avec quatre excédents budgétaires successifs jusqu'en 2019-2020. La province a terminé l'exercice 2021-2022 avec un excédent budgétaire de 108 M CAD (73 M €) (0,2 % du PIB), soit un niveau bien inférieur aux projections du plan budgétaire. Pour 2022-2023, le gouvernement progressiste-conservateur de la Nouvelle-Écosse prévoit un déficit de 506 M CAD (341 M €) dans son premier budget, alors qu'il se concentre sur une promesse électorale de dépenser massivement pour soutenir le système de santé. 5,7 Md CAD (3,8 Md €) sont prévus pour le secteur de la santé en 2022-2023, soit 413 M CAD (279 M €) de plus par rapport à l'an passé. Cette somme permettra d'investir dans les soins prolongés, la santé mentale et les dépendances ainsi que dans le recrutement de professionnels de santé. 1,5 Md CAD (1 Md €) seront investis dans les projets d'infrastructures (écoles, hôpitaux, routes...): c'est le montant le plus important alloué au secteur santé dans l'histoire de la province. Par ailleurs, le gouvernement prévoit également 15 M CAD pour l'accès à un logement abordable, 54,2 M CAD d'aides supplémentaires pour les personnes invalides et 113,2 M CAD pour rendre plus accessible la garde d'enfants, conjointement à une aide fédérale supplémentaire.

Avec le retour d'une croissance « normale » de l'économie, la fin de certains versements liés à la pandémie et de nombreux investissements à réaliser en infrastructures, des déficits budgétaires sont prévus pour les exercices à venir : 506 M CAD (-1 % du PIB) pour 2022-2023 et 419 M CAD (-0,8 % du PIB) pour 2023-2024. Le retour à l'équilibre budgétaire est prévu pour 2028-2029.

La dette nette provinciale s'élève à 16,8 Md CAD (11,3 Md €) en 2022, environ 1,2 Md CAD de moins que les prévisions du plan budgétaire de mars 2021. Le fardeau de la dette nette pour 2021-2022 représente 6,0 % des revenus. La dette nette devrait croître dans les prochaines années en termes absolus et relatifs. Elle devrait augmenter de 1,6 Md CAD en 2022-2023. Les coûts du service de la dette resteront quant à eux sous contrôle: le service de la dette brute a atteint 682 M CAD (5,3 % des revenus de la province) en 2021-2022.

Aspects sectoriels

L'économie de la province est très majoritairement une économie de services. Après une phase difficile de restructuration (pêche, charbon, sidérurgie), la Nouvelle-Écosse est aujourd'hui reconnue comme le centre financier et commercial des quatre provinces de l'Atlantique, avec des infrastructures de pointe comprenant un aéroport international, un port marchand de niveau mondial et un vaste réseau de fibre optique à haut débit.

Son profil économique s'apprécie différemment selon que l'on considère la capitale (qui évolue de plus en plus vers les services) ou les régions plus rurales encore spécialisées dans les secteurs traditionnels (énergie, agriculture, exploitation forestière, pêche et production manufacturière).

	Part du PIB en 2021	Variation 2020-2021
Services immobiliers et services de location et de location à bail	17,2 %	+ 3,9 %
Administrations publiques	12,2 %	+ 3,7 %
Soins de santé et assistance sociale	10,1 %	+ 4,7 %
Commerce	10,1 %	+ 10,0 %
Secteur des biens – Construction	7,5 %	+ 8,5 %
Secteur des biens – Fabrication	7,3 %	+ 7,5 %
Services d'enseignement	6,5 %	+ 5,4 %
Finance et assurances	6,2 %	+ 4,4 %
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,9 %	+ 12,4 %
Industrie de l'information et industrie culturelle	3,7 %	+ 2,3 %
Transport et entreposage	3,0 %	+ 4,4 %
Secteur des biens – Agriculture, forêts et pêche	2,4 %	+ 8,7 %
Services d'hébergement et de restauration	2,0 %	+ 17,8 %
Secteur des biens – Services publics	2,0 %	+ 1,2 %
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	1,7 %	+ 4,5 %
Secteur des biens – Industrie d'extraction (gaz, pétrole, mines)	1,2 %	- 19,7 %
Arts, spectacles et loisirs	0,3 %	+ 2,2 %
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,1 %	- 26,5 %
Autres	1,6 %	+ 22,8 %

- ❖ **Pêche et agriculture** : les produits de la pêche (poissons, crustacés, mollusques...) constituent en 2021 le 1^{er} secteur à l'export (36,6 % des exportations totales de la province). Malgré les nouvelles installations de manutention de marchandises à l'aéroport de Halifax, la pandémie a affecté durement les exportations du secteur en 2020. Néanmoins, les levées des restrictions sanitaires ont permis la reprise des échanges et les exportations des produits issus de la pêche ont retrouvé leur niveau pré-pandémique. Le secteur agricole occupe encore une place de choix en Nouvelle-Ecosse notamment avec la culture des fruits comestibles (bleuets).
- ❖ **Pneumatiques** : sous l'impulsion de l'entreprise Michelin, le secteur de la fabrication de pneumatiques est le 2^{ème} secteur à l'export (18,1 % des exportations totales de la province). Malgré une hausse de 18,5 % des exportations en 2021, le secteur reste en dessous de son niveau de 2019, avant la pandémie.
- ❖ **Produits forestiers** : En 2021, l'industrie des pâtes et papiers a continué à décliner. Après une baisse de 77 % des exportations en 2020, le secteur a enregistré une diminution des exportations de 48 % en 2021. L'industrie des pâtes et papiers représentait 3,9 % des exportations en 2019 et n'en représente plus que 0,5 % en 2021. L'industrie a été particulièrement touchée par la pandémie et la fermeture de l'usine *Northern Pulp Mill* en décembre 2019. Les exportations de bois (5,0 % des exportations) ont augmenté de 70 % entre 2019 et 2021. Le bois est devenu le 3^{ème} produit exporté par la Nouvelle-Ecosse en 2021 et est venu compenser les pertes du secteur des pâtes et papier. Suite à la fermeture de l'usine *Northern Pulp Mill*, le gouvernement a lancé en 2020 un nouveau fonds provincial pour encourager l'innovation forestière et relancer la filière.

- ❖ **Energie** : Le secteur de la production de gaz naturel est reparti à la hausse après deux années de forte baisse en 2019 et 2020. Les exportations représentaient environ 350 000 CAD ces deux années alors qu'en 2021, la valeur des exportations était de 1,4 M CAD (+ 265 %). Malgré ce rebond, les exportations demeurent à un niveau bien inférieur du niveau record de 2014 (607 M CAD), année où la plateforme pétrolière *Deep Panuke* a été mise en exploitation. La production a été arrêtée en 2019, tout comme celle de la plateforme de *Sable Island*. Sur le plus long terme, *Peridae Energy*, une compagnie de l'Alberta qui gère le projet de Goldboro, avait annoncé en juillet 2021 reporter sa décision sur ce projet du fait des oppositions qu'il suscitait, ce qui avait été interprété comme un abandon. Toutefois, dans le contexte du conflit ukrainien, le ministre fédéral des ressources naturelles, Jonathan Wilkinson, a confirmé début mai 2022 que ce projet faisait toujours l'objet de discussions. Au niveau des infrastructures, le gazoduc de 1 300 km construit par la *Maritimes and Northeast Pipeline Limited* relie directement la province au marché du Nord-Est des États-Unis et au système nord-américain de pipelines gaziers.
La province mise aussi sur les technologies propres notamment la production d'électricité dans la Baie de Fundy où les marées sont les plus puissantes du monde. Le centre de recherche canadien pour l'énergie marémotrice est implanté en Nouvelle-Écosse (*Fundy Ocean Research Centre for Energy (FORCE)*). La province a également abrité un centre de recherche de *Tesla* sur les batteries avec l'université Dalhousie d'Halifax pendant 5 ans entre 2016 et 2021.
- ❖ **Mines** : la mine de charbon *Donkin* de Cap Breton, a fermé de manière permanente en mars 2020. Les exportations de charbons ont baissé de 47 % en 2021 par rapport à 2020. La mine d'or de Touquoy, détenue par la société minière australienne *St Barbara (Atlantic Gold)*, a ouvert en octobre 2017 et la production commerciale a commencé le 1^{er} mars 2018. La filiale a été condamnée à une amende en février 2022 pour avoir enfreint les lois environnementales fédérales et provinciales.
- ❖ **Défense et aérospatiale** : ce secteur représente plus de 15 000 emplois en Nouvelle-Écosse. Plus de 40% de l'actif militaire canadien en valeur y est localisé. Cette orientation se traduit par la présence de nombreuses infrastructures militaires fédérales et de grandes entreprises. Le chantier *Irving Shipbuilding* d'Halifax est notamment chargé de la construction de 5 navires de patrouille extracôtier et de l'Arctique commandés par le gouvernement fédéral pour une valeur totale de 3,5 Md CAD. Le premier navire a été livré en juillet 2020, le second est actuellement au stade des essais en mer en vue de sa livraison prochaine.
- ❖ **Services financiers** : Halifax accueille des centres de back & middle office de plusieurs établissements financiers. Plus de 20 000 personnes travaillent dans le secteur des services financiers.

L'océan joue un rôle économique très important pour la province. Le port d'Halifax, le plus important des provinces atlantiques et parmi les 5 ports les plus importants au Canada en termes de débit de conteneurs, est relié à 150 pays pour les importations et exportations de fret. Le volume du trafic du port était de 4,9 MT en 2021. Il emploie directement ou indirectement plus de 13 600 personnes et son impact économique représente 2,5 Md CAD (1,7 Md €) / an.

Le 15 février 2018, le gouvernement canadien a annoncé que le [cluster de l'économie océanique dans les provinces de l'Atlantique](#) était l'une des 5 supergrappes retenues dans le cadre de l'initiative fédérale des supergrappes d'innovation qui vise à financer à hauteur de 950 M CAD des projets innovateurs entre 2018 et 2022. Ce cluster, qui regroupe des acteurs privés, publics et académiques, ambitionne de devenir un centre de recherche et d'innovation de pointe dans les industries du secteur

maritime, entre autres la pêche et l'aquaculture, la valorisation du pétrole et du gaz extracôtier, la défense, la construction navale, les transports et les énergies propres. Le pôle retient parmi ses objectifs le développement de projets technologiques axés sur la « numérisation » des opérations maritimes (véhicules maritimes autonomes, réseaux de capteurs). Parmi les membres Néo-écossais du cluster, on compte notamment *Irving Shipbuilding*, *Scotia Seafood Producers*, *Emera Inc.* et l'Université Dalhousie. Les retombées économiques prévues sur 10 ans dans les Provinces Atlantiques sont estimées à 14 Md CAD et la création de plus de 3 000 emplois est attendue.

Ouvert en 2018, **COVE** (Centre for Ocean Venture and Entrepreneurship) implanté à Dartmouth est un incubateur de start-ups dans le domaine des océans. Il s'affirme comme un centre de développement et de recherche sur les technologies liées à l'océan, qui englobe de nombreux domaines (construction navale, biodiversité, pêche, robotique, défense). Plusieurs universités et établissements sont impliqués dans la genèse du projet (en témoigne le nombre d'universitaires présents au Conseil d'Administration), des bureaux seront notamment mis à disposition de l'université Dalhousie, du Ocean Frontier Institute et du Nova Scotia Community College. COVE accueille plusieurs start-ups dans ses locaux, pour des durées modulables allant jusqu'à 6 mois.

Relations économiques bilatérales

Les échanges de biens entre la France et le Nouvelle-Écosse en 2021

Après avoir atteint leur plus haut niveau en 10 ans en 2019, les échanges entre la France et la Nouvelle-Écosse ont diminué très fortement en 2020 (- 71 %) sous l'effet de la fin des livraisons de l'important contrat militaire de *Renault Trucks* (camions et véhicules spéciaux). En 2021, les échanges ont repris et ont atteint 274 M CAD (+ 40 % par rapport à 2020) portés surtout par la forte hausse des exportations françaises (+ 60 %). Les importations françaises de produits de Nouvelle-Ecosse connaissent elles une hausse plus limitée (+17,5 %).

La principale catégorie de produits français exportés en Nouvelle-Ecosse reste en 2021 les « matériels de transport » (32 % des exportations françaises) poussés par les produits de la navigation aérienne (+44 %). Les exportations de produits alimentaires français connaissent, encore en 2021, une très bonne année (+ 28 %), principalement grâce aux vins et spiritueux (+ 70,5 %). Catégorie quasi inexistante ces dernières années, les produits pharmaceutiques français connaissent une hausse importante des exportations vers la Nouvelle-Écosse en 2021 (9,1 M CAD).

Les importations de produits de la Nouvelle-Écosse en France sont, quant à elles, composées à 60 % de poissons et crustacés (surtout coquilles St-Jacques et homards).

Les échanges de biens France – Nouvelle-Ecosse en 2021

	M CAD	M €	Évolution 2021/2020
Exportations françaises	164	111	+ 59,9 %
Importations	110	74	+ 17,5 %
Total des échanges	274	184	+ 39,7 %
Solde des échanges	55	37	+ 475,3 %

Une présence française marquée dans les pneumatiques, l'aéronautique et le secteur énergétique

La présence française en Nouvelle-Écosse se concentre sur la fabrication de pneumatiques, le secteur aéronautique et de défense et le secteur énergétique :

- **Michelin, principale entreprise française** présente dans la province avec la majeure partie de ses outils industriels au Canada. Le groupe, 1^{er} employeur privé de la province, y emploie **3 200 personnes** sur **3 unités de production** : Granton, Waterville et Bridgewater. Les pneumatiques représentent, après les produits de la mer, le principal produit d'exportation de la province (1,1 Md CAD en 2021 – 18 % des exportations de la province). L'entreprise a fêté en 2021 ses 50 ans de présence au Canada.
- **Stelia Aerospace** : conception, développement et fabrication de pièces composites pour les industries aéronautique, spatiale et de défense. Le site de Stelia Aerospace se situe à Lunenburg.
- **Lafarge** (cimenterie de Brookfield). Etablie depuis 1965, l'unique cimenterie des provinces atlantiques produit 200 000 t/an de ciment et emploie 60 personnes.
- **Ubisoft** : le développeur de jeux vidéo Ubisoft a fait l'acquisition du studio Longtail Halifax en 2015. Ubisoft Halifax compte près de 80 employés et se spécialise dans le développement de jeux mobiles.
- **Décathlon** a ouvert son premier magasin dans les provinces atlantiques à Dartmouth en 2020.

On peut également mentionner la présence de **Thalès** (avec ses filiales du secteur naval : Thales Naval Systems Support Canada et Thales Geosolutions), **Essilor** (petite unité de production de matériel optique : Eastern Optical Laboratories Limited), **Soprema** (bureau de ventes à Dartmouth) ou encore **Air Liquide** qui dispose de sites de distribution.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Montréal
Rédacteurs : Erika Montagnac, Samuel Lefebvre, Justine Pourailly

*Taux de change utilisé : taux annuel 2021 de la Banque du Canada : 1 € = 1,4828 CAD